

ainsi un appui militaire d'envergure en promettant de jouer leur rôle pour endiguer le communisme.

Cependant, vu la pénurie de matériel au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puis la diminution du pouvoir d'achat du tiers-monde et le fait que les grandes puissances fussent de moins en moins capables d'offrir une aide militaire d'envergure, les programmes d'acquisition ont alors été relativement modestes. À l'aube des années 1970, la majeure partie de l'équipement était devenu vétuste ou avait été détruite à la guerre. En outre, le mot «vétuste» est relatif : à ce moment-là, les grands fournisseurs d'armes étaient plus disposés qu'auparavant à vendre du matériel plus perfectionné. En conséquence, mû par les revenus d'exportation ou les crédits à l'exportation et justifié par les chefs militaires qui exigeaient de meilleurs moyens de défense, le commerce

dément décroissant et, dans certains pays (en Amérique du Sud, par exemple), leur pouvoir politique est bien moindre. Et il y a un autre facteur : sous les pressions exercées par les organismes internationaux de développement, les gouvernements du tiers-monde abordent prudemment la question de la défense. Le Fonds monétaire international (FMI) a déjà réprimandé le Pérou au sujet de ses dépenses militaires, et la Banque mondiale s'inquiète de plus en plus face aux budgets de défense et à la façon dont ils sont dépensés. Ni la Banque, ni le FMI ne songeraient à exiger des gouvernements qu'ils justifient leurs dépenses militaires, mais une tactique plus subtile et moins directe ne semble pas avoir donné grand-chose jusqu'ici.

Le tiers-monde semble disposé à faire preuve de retenue, mais rien ne garantit que cela continuera. Il s'agit d'un compromis, après tout, et le processus ne s'est encore pas accompagné de mesures concrètes de désarmement. Étant donné que la technologie militaire de pointe tombe rapidement en désuétude, les pressions en faveur d'un rééquipement grandiront vers la fin du siècle. Certes, on peut retarder les programmes de modernisation en s'efforçant de rénover et de réparer les systèmes existants, mais il y a malgré tout des limites techniques, et le processus est coûteux. Les pays du tiers-monde n'auront pas les moyens d'entreprendre un autre cycle de modernisation comparable aux programmes antérieurs. S'ils connaissent une relance économique au cours des deux prochaines décennies, elle ne sera pas assez forte pour leur permettre d'absorber le coût d'un autre effort de modernisation.

LES GOUVERNEMENTS DU TIERS-MONDE doivent se pencher sur les problèmes que pose la protection de leurs frontières et de l'ordre intérieur; ils ne peuvent faire autrement. Pourtant, hormis le réarmement conventionnel, les options dont ils disposent sont limitées. Pour la plupart, les accords de limitation des armements dans le tiers-monde ne sont que pour la forme. Bien qu'on ait déployé des efforts pour normaliser les arrangements de sécurité régionale en Amérique du Sud, par exemple, il faudra du temps avant qu'ils aboutissent à un processus de paix crédible. Dans certains pays, la sécurité est un sujet particulièrement dénué de nuances. Au Nicaragua, au Liban et en Afrique australe – et l'on pourrait dire aussi dans des États comme le

Pakistan –, elle se résume à un seul mot : survivre. On oublie trop souvent les véritables problèmes de sécurité qui se posent aux pays du tiers-monde.

Les dirigeants du tiers-monde font promptement valoir qu'à l'heure actuelle, la conjoncture politique internationale ne leur laisse pas beaucoup de latitude et que les deniers publics doivent d'abord et avant tout servir à assurer la défense et la sécurité nationales. On entend souvent l'argument que le développement ne rime à rien si l'on ne garantit pas d'abord la sécurité et la viabilité de la nation; la manipulation délibérée des sentiments nationaux à cette fin donne en général les résultats escomptés.

Aussi troublants que les problèmes de sécurité soient pour les pays du tiers-monde, ces derniers devront faire des choix difficiles au cours de la prochaine décennie. S'ils sont incapables de poursuivre des programmes de défense traditionnels dans l'avenir, il leur faudra trouver des solutions de rechange. Autrement, la stratégie qui consiste à garantir la sécurité à n'importe quel prix aura un effet contraire aux résultats recherchés, tandis que le processus d'armement et de sous-développement atteindra son seuil le plus logique et le plus dangereux. Si les problèmes actuels de sécurité font du désarmement unilatéral une option risquée, il importe de trouver un nouveau régime de sécurité. Il faut examiner les rixes de frontières, les crises ethniques, les revendications irrédentistes et les conflits régionaux en s'efforçant de les régler rapidement. Il faut en même temps assortir tout arrangement de sécurité nouveau et moins menaçant d'une évaluation radicale des politiques traditionnelles de défense. Il conviendrait à cet égard d'appliquer à des régions données du tiers-monde les concepts actuels de transarmement et de défense non offensive.

C'EST LE CHERCHEUR NORVÉGIEN Johan Galtung qui emploie le terme «transarmement» pour désigner une solution de rechange au «désarmement». Si une société «désarme», elle est sans défense, mais si elle opte pour le «transarmement», elle troque une forme de défense pour une autre. En fait, le transarmement et la défense non offensive sont des concepts confirmant la recherche de solutions de rechange. Il n'existe aucun cadre bien défini pour formuler ces dernières, mais elles visent fondamentalement à découpler l'éla-

mentation des politiques de défense du fétichisme ayant actuellement pour objet la technologie militaire de pointe. Le processus vise à concevoir une forme de défense qui minimise la menace pour autrui, exploite les ressources existantes, réduit les dépenses militaires et, en général, brise les rapports entre armement et dépendance, et entre sous-développement et conflit.

Pendant trop longtemps, les pays du tiers-monde ont été assujettis à une culture de l'armement qui ne convenait pas à leurs besoins en matière de sécurité. Les importations d'armes et, dans bien des cas, des programmes autochtones de production ont favorisé dans ces pays l'apparition de systèmes d'armes inefficaces, beaucoup trop coûteux et improductifs.

La réorientation des programmes de défense aurait un autre effet bienfaisant, car le tiers-monde obligerait ainsi les pays du Nord à limiter la production d'armes classiques. Une symbiose du transarmement et d'un nouveau régime de sécurité réduirait les commandes d'armes adressées aux pays du Nord. Par ailleurs, cela susciterait des crises qui forceraient ces derniers à réévaluer de près leur politique de défense, ce qu'ils ont évité de faire jusqu'ici à cause du niveau des exportations et des avantages économiques inhérents à la réduction du coût unitaire.

Il serait quelque peu naïf de penser que la simple logique du transarmement convaincra les décideurs militaires. Cependant, une situation unique est en train d'émerger qui établit effectivement un lien direct entre la limitation des armements classiques et les intérêts des gouvernements du tiers-monde. C'est sans doute là l'argument le plus fort à invoquer pour pousser la présente analyse plus loin et, en même temps, pour aller au delà du principe arbitraire liant désarmement et développement. □

Pour en savoir plus

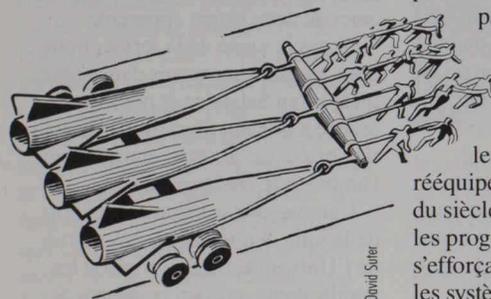
M. Graham, R. Jolly et C. Smith (sous la dir. de), *Disarmament and World Development*, Pergamon Press, Oxford, 1986.

Johan Galtung, *There Are Alternatives: Four Roads to Peace and Security*, Spokesman, Nottingham (R.-U.), 1986.

Andrew J. Pierre, *The Global Politics of Arms Sales*, Princeton University Press/Council on Foreign Relations, Princeton (N.J.), 1982.

Ernie Regehr, *Arms Canada*, James Lorriemer, Toronto, 1987.

Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI), *Arms Control in the Third World*, à paraître à la fin de 1987.



David Salter

d'armes avec le tiers-monde augmenta sensiblement pendant toute la décennie.

S'IL EST POSSIBLE D'EXPLIQUER LES programmes de modernisation militaire des années 1970 par les réclamations des militaires et la conjoncture économique, on peut interpréter un peu de la même façon la situation qui a existé dans la décennie suivante. Les conditions économiques nécessaires à la poursuite des programmes d'acquisition n'existent désormais plus, non plus d'ailleurs que les arguments qui justifiaient les programmes de modernisation; les demandes de nouvel équipement de combat importent moins, vu la modernisation des années antérieures. Ainsi, de nombreux pays du tiers-monde se trouvent aujourd'hui dans une situation où il leur est davantage possible de faire preuve de retenue.

En outre, les arguments des chefs militaires ont perdu beaucoup de leur force. Dans bien des cas, ceux-ci n'ont d'autre choix que celui d'essayer d'infirmier les lois du ren-